

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Band: 21 (1903)
Heft: 267

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

Schweiz: Jährlich Fr. 6. 2^{tes} Semester 3. Ausland: Zuschlag des Porto. Es kann nur bei der Post abonniert werden.

Abonnements:

Suisse: un an fr. 6. 2^e semestre 3. Etranger: Plus frais de port. On s'abonne exclusivement aux offices postaux.

Preis einzelner Nummern 10 Cts.

Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Table with 4 columns: Erscheint 1-2 mal täglich, Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement, Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce, Paraît 1 à 2 fois par jour, Les dimanches et jours de fête exceptés. Includes Annoucen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc. and Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc.

Inhalt — Sommaire

Handelsregister. — Registre du commerce. — Bilanzen von Versicherungsgesellschaften. — Bilans de compagnies d'assurances. — Amerikas Eindringen in das europäische Wirtschaftsgebiet. — Der nordamerikanisch-kubanische Reziprozitätsvertrag. — Ausländische Banken. — Banques étrangères.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Registre principal. — I. Registro principale.

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern.

1903. 3. Juli. Die Kommanditgesellschaft unter der Firma Kartonfabrik Deisswyl Joerg & Co in Deisswyl (S. H. A. B. Nr. 284 und 286 vom 12. und 14. August 1901, pag. 1133 und 1144) hat sich aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven geben über an nachstehende Gesellschaft.

Zum Zwecke des Weiterbetriebes der von der erloschenen Firma Joerg & Co bisher betriebenen Kartonfabrik Deisswyl, sowie zur Übernahme und zum Weiterbetrieb des U. Joerg persönlich gehörenden Elektrizitätswerkes Wegmühle hat sich, mit Sitz in Deisswyl, unter der Firma Kartonfabrik Deisswyl Joerg & Co eine Kommanditgesellschaft gebildet. Unbeschränkt haftende Gesellschafter sind Ulrich Joerg, Kartonfabrikant, Albert Joerg und Emil Joerg, Kaufleute, alle drei von Sumiswald, in Deisswyl. Kommanditäre sind: Max Egli, von Herrliberg (Kt. Zürich), in Bern, mit einer Einlage von Fr. 25,000, und Manfred Flückiger, von Burgdorf, Kaufmann in Bern, mit einer Einlage von Fr. 15,000. Die Firma erteilt Prokura unter ausdrücklicher Verleihung der in Art. 423, Abs. 2 O. R. vorgesehenen Befugnisse an Manfred Flückiger, obgenannt. Zur Vertretung der Gesellschaft sind nur berechtigt die unbeschränkt haftenden Gesellschafter Ulrich Joerg und Albert Joerg kollektiv. Der Prokurist zeichnet mit einem der zeichnungsherechtigten unbeschränkt haftenden Gesellschafter. Ein Gesellschafter allein kann keine Rechtshandlungen vornehmen. Die Gesellschafter übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Kartonfabrik Deisswyl Joerg & Co». Geschäftslokal: Kartonfabrik in Deisswyl.

Aargau — Argovie — Argovia

Bezirk Lenzburg.

1903. 3. Juli. Paul Remund, von Riedholz (Kt. Solothurn), und Otto Merz, von Beinwil, beide in Lenzburg, haben unter der Firma Otto Merz & Co. in Lenzburg eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. März 1903 ihren Anfang nahm. Natur des Geschäftes: Zigarrenfabrik. Geschäftslokal: Aabäbstrasse.

Thurgau — Thurgovie — Thurgovia

1903. 3. Juli. Die Aktiengesellschaft unter der Firma Ziegelei Paradies in Unterschlatt, hat in der Generalversammlung vom 9. März 1903 ihre Statuten revidiert und dabei folgende Abänderungen der im Schweizer Handelsamtsblatt vom 24. November 1898, Nr. 322, pag. 1337 publizierten Tatsachen getroffen: a. das bisherige Aktienkapital von Fr. 300,000 wird durch Reduktion des Nominalwertes der Aktien von Fr. 500 auf Fr. 200 berahgesetzt auf Fr. 120,000, eingeteilt in 600 auf den Inhaber lautende Aktien à Fr. 200; b. das gemäss dem vorstehenden Beschluss auf Fr. 120,000 herabgesetzte Aktienkapital wird durch Ausgabe von 240 auf den Inhaber lautenden Prioritätsaktien von Fr. 500 auf Fr. 240,000 erhöht. Die übrigen Punkte der Publikation vom 24. November 1898 sind unverändert geblieben. Präsident des Verwaltungsrates ist zur Zeit Edüard von Waldkirch, von Schaffhausen, in Bern; Vizepräsident Johann Hablützel, von Marthalen, in Feuerthalen; Sekretär Jakob Bär-Frauenfelder, von Zürich, in Feuerthalen.

Waadt — Vaud — Val de Saane

Bureau de Lausanne.

1903. 4^{er} juillet. La société anonyme «Industrie suisse des marbres et onyx E. Rusconi (société anonyme)», à Neuchâtel (Suisse), inscrite au registre du commerce de Neuchâtel le 25 avril 1903 et publiée dans la F. o. s. du c. du 1^{er} mai 1903, a établi une succursale à Lausanne, sous la raison sociale Industrie suisse des marbres et onyx E. Rusconi (société anonyme) à Neuchâtel (Suisse) Succursale de Lausanne. La société a son siège à Neuchâtel et a pour objet l'acquisition, l'exploitation et le développement des établissements industriels ayant appartenu jusqu'ici à la maison E. Rusconi; l'exécution de tous travaux d'art et de commerce, monuments funéraires ou autres en marbre, onyx ou autres matières susceptibles d'être sciées, taillées ou sculptées, ainsi que le commerce en gros et en détail des marbres et onyx, bruts ou ouvrés. La durée de la société est illimitée. Le capital social est de cent mille francs divisés en cent actions privilégiées et cent actions ordinaires, toutes nominatives et de cinq cents francs chacune. Les publications de la société ont lieu dans la «Feuille officielle suisse du commerce» et dans un journal du canton de Neuchâtel. Il n'existe pas de dispositions statutaires spéciales pour la succursale, que le directeur commercial de la société, actuellement Henri Breitbaupt, de et à Neuchâtel, est seul autorisé à représenter.

2 juillet. La raison Isaac Adler, à Lausanne, vêtements pour hommes (F. o. s. du c. du 3 septembre 1901), est radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire.

Bureau de Rolle.

1^{er} juillet. La société Lichtensteiger, Bienz & Co, à Rolle (F. o. s. du c. des 8 août 1894, n° 182, page 744, und 5 juillet 1901, n° 242, page 966), est dissoute à partir du 30 juin 1903.

La société est continuée sous la raison sociale Lichtensteiger & Bienz, par Guillaume Lichtensteiger, de Zuzwil, canton de St-Gall, et par Fritz Bienz, de Ruderswil (canton de Berne), les deux domiciliés à Rolle, qui repréentent l'actif et le passif de l'ancienne société. Genre d'opération: Courtage en vins. Siège social et bureaux: à Rolle, gare de Rolle.

Bureau d'Yverdon.

2 juillet. Willam-Arnold Gilliland, de Combremont-le-Grand, agent d'affaires patenté, domicilié à Yverdon, déclare être le chef de la raison W. Gilliland, à Yverdon. Genre de commerce: Contantieux, recouvrements, gérances. Bureaux: Rue du Casino, n° 6.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Boudry.

1903. 2 juillet. Suivant statuts du 22 juin 1903 et sous la dénomination de Laiterie des Prises de Gorgier, il a été fondé une association, ayant son siège aux Prises de Gorgier et pour but la vente du lait des vaches des sociétaires. Clauses succinctes de ces statuts: contre une finance de deux francs et une prime de un franc par vache, chaque propriétaire des Prises de Gorgier peut être admis à la majorité des voix. Il peut être reçu des membres externes. L'association est administrée par l'assemblée générale et par un comité de direction de cinq membres nommés par l'assemblée générale, choisis parmi les associés. Le paiement du lait se fera le quinze de chaque mois au plus tard pour le lait du mois précédent. Les sociétaires sont tenus d'apporter le lait de leurs vaches, sauf ce qui est nécessaire au ménage, ou pour les fermiers, aux besoins du ménage du propriétaire. Un associé qui vendrait tout ou partie de son lait en dehors de la laiterie, sera passible d'une amende de cinquante francs et, en cas de récidive sera exclu de l'association. Tout associé a le droit de se retirer en tout temps de l'association, mais il n'a aucun droit à prétendre sur l'avoir de l'association et paiera une finance de cinquante francs à moins qu'il ne cesse d'exploiter son domaine. Il sera fait des épreuves de lait chaque fois que le comité le jugera nécessaire. Le comité fait les expertises seul ou avec des experts. L'assemblée générale prononce sur les cas de fraude. Le laitier et les associés convaincus de fraude sont passibles d'amende, de suspension ou d'exclusion. Les associés sont responsables de leurs gens. Le comité ou direction administre les affaires de l'association en général et exécute les décisions de l'assemblée générale. Les sociétaires sont exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements de l'association et ces engagements sont uniquement garantis par les liens de celle-ci. Le président et le secrétaire du comité ont ensemble la signature sociale; ils représentent et engagent l'association vis-à-vis des tiers par leur signature collective. Le comité (direction) nommé pour deux années et dont les membres sont rééligibles, est actuellement composé comme suit: président Charles-Henri Jacot, fils; vice-président Auguste Noyer; secrétaire-caissier Ali Guinohard; assessseurs Edouard Guinohard et Ferdinand Gaillie; tous domiciliés aux Prises de Gorgier.

2 juillet. La maison Jos. Vogt, à Colombier (F. o. s. du c. du 1^{er} juin 1883, n° 80), donne procuration à Albert et Emile Vogt, de Granges (Soleure), et Colombier, domiciliés à Colombier.

Bureau de Cormier (district du Val-de-Ruz).

1^{er} juillet. Le chef de la maison Pierre Fallet, à Dombresson, est Pierre Fallet, fils de Alfred, de Dombresson, domicilié à Dombresson. Genre de commerce: Architecte-entrepreneur. Bureaux à Dombresson. Cette maison a été fondée le 1^{er} juillet 1903.

Bureau de La Chaux-de-Fonds.

1^{er} juillet. La raison Henri Grobéty fils, à La Chaux-de-Fonds (F. o. s. du c. du 15 juin 1899, n° 198), est éteinte ensuite du départ du titulaire pour Boveresse.

1^{er} juillet. Charles Petitpierre s'est retiré de la société en nom collectif existant à La Chaux-de-Fonds sous la raison Petitpierre & Perrenoud freres (F. o. s. du c. du 13 mai 1897, n° 132). Les autres associés Paul et Louis Perrenoud, des Ponts de Martel, continuent la société en nom collectif sous la raison Perrenoud freres.

2 juillet. Le chef de la maison Louis Leuba, agence générale des pompes funèbres, à La Chaux-de-Fonds, est Louis-Samuel Leuba, de Buttes, domicilié à La Chaux-de-Fonds. Genre de commerce: Agence générale des pompes funèbres. Bureaux: 75 Rue du Doubs.

Inscription d'office. En vertu d'une décision sur recours du conseil fédéral en date du 22 juin 1903:

Le chef de la maison B. Nordmann, jeune, à La Chaux-de-Fonds, est Benjamin Nordmann, de Starrkirch (Soleure), domicilié à La Chaux-de-Fonds. Genre de commerce: Courtier en horlogerie. Bureaux: 41 Rue Léopold Robert.

Genf — Genève — Ginevra

1903. 1^{er} juillet. La société en nom collectif Téronid et Christin, à Genève (F. o. s. du c. du 25 juillet 1893, page 696), est déclarée dissoute dès le 1^{er} juillet 1903. L'associé Jean-Arnold Téronid, de Chêne-Bougeries,

y domicilié, est resté dès cette date, chargé de l'actif et passif de la maison, qu'il continue sous la raison: A. Têron, à Genève. Genre d'affaires: Régie, ventes et achats d'immeubles. Bureaux: 60, Rue du Stand. La nouvelle maison donne procuration à Louis Rey, de Genève, y domicilié.

2 juillet. Le chef de la maison J. Christin, à Genève, commencée le 1^{er} juillet 1903, est Jules Christin, de Genève, domicilié aux Eaux-Vives

(ex-associé de «Têron et Christin», société récemment dissoute). Genre d'affaires: Contentieux commercial et immobilier. Bureau: 60, Rue du Stand.

2 juillet. Le chef de la maison David Broillet, à Genève, commencée le 1^{er} juillet 1903, est David Broillet, de Genève, domicilié à Bellèrive (jusqu'ici fondé de procuration de la maison «E. Barde»). Genre d'affaires: Régie d'immeubles. Bureau: 26, Corrataria.

Compagnia di Assicurazione di Milano

contro i danni degli incendi, sulla vita dell'uomo e per le rendite vitalizie.

Istituita nell'anno 1826. — Residente in MILANO, Via Lauro 7.

Autorizzata ad operare per il ramo incendi nel territorio Elvetico, con decreto del Consiglio federale in Berna, 14 ottobre 1898.

Bilancio al 31 dicembre 1902 relativo alle operazioni del ramo incendi.

Attivo.		Passivo.	
Lire	Ct.	Lire	Ct.
1,480,960	—	1. Capitale sociale costituito da n° 800 azioni con L. 2,600	2,080,000
228,800	—	2. Fondo di riserva statutario accumulato con quote utili degli esercizi anteriori	2,360,000
2,020,000	—	3. Sinistri rimasti a pagare	45,611
2,310,284	—	4. Rapporto delle quote di premio per rischi non estinti al 31 dicembre 1902	1,137,069
41,228	40	5. Riserva straordinaria, ossia avanzo indiviso a tutto l'anno 1902	875,486
218,225	—	6. Creditori diversi:	
72,843	75	a. Compagnie di riassicurazione	5,190
109,350	—	b. Agenzie della compagnia ed ispettori	9,803
144,713	51	c. Premi riscossi in anticipazioni	128,114
210,780	—	d. Demanio per saldo tasse assicurazioni 1902	178,436
9,114	31	e. Conto speciale di riassicurazione	434,631
41,026	95	f. Riscossioni di interessi, fitti anticipati e cauzioni	23,074
13,276	96	g. Fondo di previdenza degli impiegati	104,122
262,901	41	h. Conto sopravvenienze e oscillazioni valori patrimoniali	48,597
303,327	03	i. Conti correnti diversi	154,649
52,882	22	l. Debito della sezione incendi verso la sezione vita per partite di giro.	55,096
189,531	39	7. Depositanti dei titoli in cauzione	1,217,671
105,227	26	8. Saldo utili dell'esercizio e redditi patrimoniali	174,591
1,217,671	82		
9,032,144	01		9,032,144

Milano, 16 aprile 1903.

Il presidente del consiglio d'amministrazione:

Visto i sindaci:

Il direttore:

Il capo contabile:

Dott. Giovanni Vittadini.

Antonio Fusil.

Rag. Antonio Bellardi.

Erminio Gessner.

Avv. Giuseppe Poggi.

Rag. Carlo Molgora.

GERMANIA, Lebens-Versicherungs-Aktien-Gesellschaft zu Stettin.

Bilanz am 31. Dezember 1902.

Aktiva.		Passiva.	
Mk.	Pf.	Mk.	Pf.
7,200,000	—	1) Aktien-Kapital	9,000,000
8,635,000	—	2) Reservefonds:	
230,315,874	95	a. Bestand am Schlusse des Vorjahres	Mk. 900,000
—	—	b. Zuwachs im Geschäftsjahr	900,000
1,473,642	70	3) Prämien-Reserven für:	
19,714,567	83	a. Kapital-Versicherungen auf den Todesfall	Mk. 185,513,738.66
—	—	b. Kapitalversicherungen auf den Lebensfall	24,477,668.01
1,982,655	73	c. Rentenversicherungen	20,327,690.43
5,861,507	63	4) Prämienüberträge für:	
135,375	52	a. Kapitalversicherungen auf den Todesfall	Mk. 10,105,527.46
1,777,451	71	b. Kapitalversicherungen auf den Lebensfall	1,124,893.11
20,989	96	c. Rentenversicherungen	13,330.80
99,575	—	5) Reserven für schwebende Versicherungsfälle:	
553,820	53	a. Beim Prämien-Reservefonds aufbewahrt	Mk. 347,209.01
277,770,461	56	b. Sonstige Bestandteile	—
		6) Gewinnreserven der mit Gewinnanteil Versicherten	13,769,679.07
		7) Sonstige Reserven und zwar:	
		a. Reserve für in Kraft erhaltene und erloschene, aber wiederherstellungsfähige Versicherungen	Mk. 1,173,976.20
		b. Kriegsfonds	1,250,214.85
		c. Konto für unvorhergesehene Ausgaben	271,596.63
		d. Reserve für Grundstücke	1,126,300. —
		e. Dividenden-Guthaben	334,457.68
		8) Guthaben anderer Versicherungs-Unternehmungen	—
		9) Barkautionen	125,176.13
		10) Sonstige Passiva und zwar:	
		a. Vorausgezählte Zinsen	Mk. 528,426.95
		b. Amortisationsfonds für Kautionsdarlehne	40,149.31
		c. Sicherheitsfonds für Kautionsdarlehne	12,358.04
		d. Guthaben von Agenten und Dritten	21,540.80
		e. Nicht abgehobene Dividende der Aktionäre	135. —
		f. Pensionskassenfonds	1,659,552.80
		11) Gewinn	5,652,145.90
			277,770,461.56

Stettin, den 12. März 1903.

GERMANIA, Lebens-Versicherungs-Aktien-Gesellschaft zu Stettin,

Der Direktor: Wolff.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Amerikas Eindringen in das europäische Wirtschaftsgebiet.

Eine kleine Schrift unter diesem Titel, die der frühere Unterstaatssekretär im Schatzamt der Ver. Staaten und jetzigen Vizepräsidenten der National City Bank in New York, Mr. Frank A. Vanderlip, zum Verfasser hat, ist soeben im Verlag von Julius Springer in Berlin erschienen. Die Leipziger Monatschrift für Textil-Industrie berichtet u. a. darüber wie folgt:

Die Schrift beginnt mit einer Unterredung, die Vanderlip auf seiner europäischen Tour mit dem russischen Finanzminister Witte gehabt hat. Sodann wird als die eigentlich grundlegende Tatsache, nach der gegenwärtig die Beziehungen zwischen Nordamerika und Europa beurteilt werden müssen, die hingestellt, dass während der letzten Hochkonjunktur die Vereinigten Staaten rund 2500 Millionen Mark jährlich mehr nach Europa exportiert, als sie von dort empfangen haben, und dass ein grosser Teil dieses Ueberschusses durch industrielle Produkte repräsentiert wird. Nun ist es freilich richtig, dass teils infolge der ungünstigen Maisernte von 1900, teils infolge des ungeheuren Inlandbedarfs an Industrieartikeln, der den Export behinderte, letzthin dieser Ueberschuss abgenommen hat. Allein es ist ungemün charakteristisch, dass Vanderlip diese hauptsächlichsten Gründe für den Rückgang der Ausfuhr mit Stillschweigen übergeht, um dafür seine Landsleute auf einige Mängel der Industrie hinzuweisen, denen die Schuld an dem Exportausfall bezumessen sei. Dazu rechnet er vor allem die mangelhafte kaufmännische Ausbildung in Amerika, die Rückständigkeit seiner Landsleute auf rein wissenschaftlichem Gebiet, den Mangel an Anpassungsfähigkeit, die den Geschmack des Kunden berücksichtigt, und endlich die allerdings in letzter Zeit bedeutend angewachsene Neigung der amerikanischen Arbeiterschaft zu Ausständen. Immerhin ist er von dem Siege der amerikanischen Industrie überzeugt, der ausser ihren unvergleichlichen natürlichen Hilfsmitteln noch andere Vorzüge zur Seite stehen, ein überaus wohlorganisiertes Bank- und Kreditwesen, die vortrefflichen Transportmöglichkeiten, die allgemeine Ausbildung von Standardartikeln, die durch den riesigen und sehr gleichmässigen Inlandbedarf ermöglicht wird, und endlich die relative Freiheit von drückenden Militärlasten, die in Europa nicht bloss gewaltige Summen verschlingen, sondern auch den europäischen Industrien eine ungeheure Menschenkraft entziehen. Die Gründe, die in den letzten Jahren ein Sinken des amerikanischen Exports bewirkt haben, sind vorübergehender Natur, und ein erneutes Anschwellen ist in naher Aussicht, ja, vielleicht ist es schon im Begriffe, einzutreten.

Unter diesen Umständen erhebt sich die Frage: Womit bezahlt Europa den ungeheuren Ueberschuss der amerikanischen Ausfuhr, den Vanderlip bis dahin auf etwa 8 1/2 Milliarden Mark berechnet und womit wird es ihn in Zukunft bezahlen? Zunächst bringt er die künstliche Niedrigerbewertung der europäischen Einfuhr, der Zollhinterziehung halber, mit einem ziemlich hohen Betrag in Anschlag. Sodann rechnet er rund 320 Mill. Mark für Frachten, die an auswärtige Schiffseigner für Beförderung amerikanischer Waren zu zahlen sind, 420 Mill. Mark für Ausgaben reisender Amerikaner in Europa, und endlich einen hohen Betrag für Rissen von Auswanderern, die in Gestalt von Ersparrissen ins Heimatland zurückgehen. Bringt man diese Summen von den 2500 Mill. Mark in Abzug, die der Exportüberschuss in einigen Jahren betragen hat, so verbleiben etwa 1250 Mill. Mark und diese sind nach Vanderlip nur zu einem ganz kleinen Teile in bar, im wesentlichen durch die Rückwanderung amerikanischer Wertpapiere gedeckt worden.

Das ist richtig; insbesondere sind amerikanische Eisenbahnwerte während der letzten Jahre in gewaltigen Massen nach drüben zurückgekauft und zwar zuerst wohl «Chicago und Illinois» und andere erstklassige Werte, dann aber hat Europa auch den «Northern Pacific Corner» im Mai 1901 und die Hausse in «Louisville-Nashville (März 1902)» benutzt, um sehr grosse Posten der genannten Papiere zu lohnenden Kursen nach Amerika abzustossen. Es ist klar, dass das nicht ewig so weiter gehen kann; einmal werden die in Europa gehaltenen amerikanischen Papiere ja auch ein Ende nehmen, und wenn nun die amerikanische Handelsbilanz Europa gegenüber andauernd aktiv bleibt, was dann? Dann bleibt eben nichts weiter übrig, als dass Amerika in grossem Umfange europäische Wertpapiere, seien es Staatsbonds oder industrielle Werte, in Zahlung genommen ist, nunmehr als Geldgeber und Gläubiger auf dem europäischen Markte auftritt. Dass dies in wachsendem Umfang der Fall sein wird, dass jene eingangs erwähnten amerikanischen Kapitalanlagen nur die schüchternen Anfänge sind, die eine stärkere Bewegung ankündigen, daran ist wohl nicht zu zweifeln, zumal in Amerika der Zinsfuss entschieden sinkende Tendenz aufweist.

Sodann verfolgt der Verfasser einen doppelten Zweck, einmal die Fortschritte zu schildern, welche die amerikanische Industrie in Europa bereits gemacht hat, und die Stellen aufzuzeigen, an denen amerikanisches Kapital mit Nutzen arbeiten könnte. In dieser Hinsicht scheint ihm besonders das geldarme und industriell wenig entwickelte Italien beachtenswert. Allerdings stellen sich hier der Industrie sowohl in dem schweren Steuerdruck, als auch in den schwankenden Währungsverhältnissen ernste Hindernisse entgegen: vor allem bedenklich ist der Kohlenmangel, der fast alle schweren Industrien ausschliesst. Doch wird dieser zum Teil durch die in Italien fast überall vorhandene billige Wasserkraft ersetzt, die Vanderlip auf 2 1/2 Millionen Pferdekräfte berechnet; vor allem aber ermöglicht die Niedrigkeit der Arbeitslöhne es den Industrien, die mit billigen Rohstoffen arbeiten, durchaus zu prosperieren, was englische Handschuhfabrikanten und französische Produzenten von künstlichen Blumen sich bereits zu nutze gemacht haben; unstrittig wäre amerikanisches Kapital dem Lande willkommen. Dagegen vermag Oesterreich-Ungarn nur wenig zu bieten: amerikanische Industrieerzeugnisse werden durch hohe Zölle ferngehalten, und die Anlage amerikanischen Kapitals ist trotz der industriellen Rückständigkeit infolge der schlechten politischen und Währungsverhältnisse sowie des enormen Steuerdrucks nicht zu empfehlen. Bessere Garantien giebt in allen diesen Hinsichten jedenfalls das Deutsche Reich, und zugleich besitzt es eine ungemün intelligente und arbeitsame Bevölkerung, die innerhalb 30 Jahren die ungeheuersten Fortschritte gemacht hat. Allein eben diese Eigenschaften des deutschen Volkes sind es, die der industriellen Tätigkeit und dem Kapital Amerikas nur wenig Raum zur Betätigung lassen.

In der Darstellung der englischen Verhältnisse zeigt der Verfasser zunächst, wie stark bereits die Amerikanisierung des englischen Marktes vorgeschritten ist: an der Hand zum Teil bekannter Beispiele wird nachgewiesen, wie überall im Mutterland und in den Kolonien amerikanisches Ka-

pital das englische, amerikanische Industrie die britische zurückdrängt. Diese Inferiorität der englischen Industrie beruht hauptsächlich auf zwei Dingen, auf dem grenzenlosen Konservatismus, mit dem sich sowohl Arbeitgeber wie Arbeiter gegen die Einfuhr neuer arbeitssparender Maschinen sträuben, und in den Versuchen der Trades unions, die Produktionskraft der Arbeit künstlich herabzusetzen. Die Heftigkeit und Schärfe, mit der der Verfasser die dem Trades-Unionismus zu Grunde liegenden Theorien bekämpft, zeigt zugleich, wo seiner Ansicht nach die Hauptgefahr für die amerikanische Industrie liegt; auch drüben beginnt diese Politik der Trades unions bereits ihre ersten Früchte zu zeitigen. Im übrigen ist die amerikanische Invasion auf dem Gebiete des englischen Verkehrs wesens ja allgemein bekannte Tatsache, und hier erwartet Vanderlip noch weitere Fortschritte, falls diese nicht durch den Eifer der kommunalen Behörden für industrielle Unternehmungen behindert werden. Sehr gering dagegen sind die Aussichten Amerikas in Frankreich, einmal der hohen Schutzzölle wegen und sodann wegen der künstlerischen Durchbildung der französischen Handarbeiter, die der auf ausgiebiger Verwendung von Maschinenkraft beruhenden amerikanischen Industrie unerreichtbar ist. Ebenso hindern in Russland hohe Einfuhrzölle die Verbesserung der Handelsbeziehungen mit Amerika.

Zuguterletzt enthält das Buch noch eine beherzigenswerte Mahnung: Der Verfasser zeigt, dass mit der steigenden Verbilligung der Bearbeitung durch Maschinenkraft die Kosten des Rohmaterials immer stärker ins Gewicht fallen und aus der unvergleichlich günstigen Lage seines Landes in Bezug auf Rohmaterialien leitet er die Ueberlegenheit der amerikanischen Industrie ab.

Verträge. — Traités.

Der nordamerikanisch-kubanische Reziprozitätsvertrag. Der nordamerikanisch-kubanische Reziprozitätsvertrag vom 11. Dezember 1902 wurde, wie das «Handelsmuseum» berichtet, vom Senate in Washington nach längerem Sträuben endlich am 12. März des laufenden Jahres unter Einfügung mehrerer wichtiger Amendements genehmigt. Das Eigentümlichste dieser (vom kubanischen Kongresse nachträglich akzeptierten) Amendements bestand in der mit der bisherigen konstitutionellen Praxis in Widerspruch stehenden Anordnung, der Vertrag soll erst in Kraft treten, nachdem er auch die Genehmigung des Repräsentantenhauses empfangen habe. Aber auch abgesehen von dieser dem Artikel XI des Vertrages beigefügten Klausel finden sich in dem Abkommen nach seiner gegenwärtigen, im Herbst vom Repräsentantenhaus zu genehmigenden Fassung manche interessante Einzelheiten, die in den bisherigen Mitteilungen über diesen Gegenstand ungenau oder überhaupt nicht enthalten waren.

Bereits im Artikel I liest man die in keinem der geltenden Verträge der Vereinigten Staaten vorkommende Bestimmung, dass die Freiliste sowohl des nordamerikanischen als auch des kubanischen Zolltarifs für die Dauer der Konvention gebunden sei.

Artikel II und III verfügen eine 20prozentige Reduktion aller nordamerikanischen und kubanischen geltenden und während der Dauer des Vertrages neu eingeführten Zölle für die beiderseitigen Einfuhren, soweit nicht in den folgenden Artikeln besondere Bestimmungen getroffen werden.

Artikel IV enthält eine Reihe von Vorzugszöllen, die Kuban nordamerikanischen Provenienzen noch über die allgemeine 20prozentige-Präferenz hinaus gewährt. Hierunter sind folgende Artikel aufgeführt: mit 30prozentiger Bevorzugung chemische und pharmazeutische Artikel sowie einfache Drogen, Farbstoffe, Mineralwässer, Leinen- und Jutestoffe, musikalische Instrumente, Schreibpapier, Schuhwaren, gold- und silberplattierte Waren; mit 40prozentiger Bevorzugung Fruchtkonserven, Holzstoff, Porzellanwaren, feine Seifen, Regen- und Sonnenschirme, Wollwaren, Reis.

Artikel V setzt fest, dass, abgesehen von den Konsulargebühren für Vidierung der Fakturen und Schiffspapiere, keiner der beiden Staaten den Import aus dem anderen unter dem Vorwande einer Sicherungsmassregel gegen Zollhinterziehungen mit besonderen Gebühren über den Betrag der Zölle hinaus belasten dürfe.

Artikel VI und VII betreffen den Handelsverkehr in Tabak zwischen beiden Staaten.

Artikel VIII erklärt die wechselseitigen Vorzugszölle als exklusive Begünstigungen gegenüber allen anderen Staaten. Hier fügte nun der Senat die Klausel ein, dass die Zuckerzölle der Dingley-Bill während der Dauer des Vertrages nicht ermässigt werden dürfen. Auch solle während des gleichen Zeitraumes die dem kubanischen Zucker gewährte 20prozentige Bevorzugung zu gunsten Kubas nicht verstärkt werden.

Artikel IX trifft Vorsorge, dass die inneren indirekten Abgaben beider Länder nicht zur Umgehung des Vertrages benützt würden.

Artikel X zieht die Konsequenzen aus dem Umstand, dass sich beide Staaten (von den Freilisten abgesehen) keine Zollbindungen, sondern nur Zollabschläge von stets veränderlichen Zöllen gewährt haben. Sollte nämlich durch Zollerhöhungen des einen Staates das Abkommen für den anderen seinen Wert einbüssen, so kann es der letztere aufkündigen, worauf der Reziprozitätsvertrag binnen sechs Monaten erlischt.

Artikel XI bestimmt, dass der Vertrag vom zehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationen in Kraft treten und durch fünf Jahre in Wirksamkeit bleiben soll; nach deren Ablauf besteht das Abkommen mit einjähriger Kündigungsfrist.

Ausländische Banken. — Banques étrangères.

Banque nationale de Belgique.		Oesterreichisch-Ungarische Bank.			
25. jula.	2. juillet.	23. Juni.	30. Juni.		
Encaisse métall.	111,028,914	115,697,520	Circulat. de billets	610,566,790	621,055,890
Portefeuille	528,967,796	550,260,626	Comptes-courants	67,016,440	84,738,848
Oesterreichisch-Ungarische Bank.					
23. Juni.	30. Juni.	23. Juni.	30. Juni.		
Kronen	Kronen	Kronen	Kronen		
Metallbestand	1,416,232,481	1,898,090,688	Notencirkulation	1,462,084,260	1,556,241,480
Wechsel:					
auf das Ausland	60,000,000	60,000,000	Kurzfall-Schulden	168,715,419	138,486,762
auf das Inland	176,765,436	245,418,243			

Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc.

Privat-Anzeigen. — Annonces non officielles.

Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc.

EMISSION

von 1000 Aktien der Elektrischen Bahn

Brunnen - Morschach - Axenfels - Axenstein.

Es soll eine Aktiengesellschaft gegründet werden, welche bezweckt, eine elektrische Zahnradbahn von Brunnen nach Axenfels-Morschach und Axenstein zu bauen und zu betreiben und zwar auf Grund der an die Gemeinde Morschach unterm 1. Juli 1898 und 20. Dezember 1902 vom Bundesrat erteilten Konzession. Das vorliegende Projekt ist von der auf diesem Gebiete vortrefflich bekannten A.-G. Fritz Marti in Winterthur entworfen, von verschiedenen Fachexperten nachgeprüft und komplettiert worden. Für dessen Ausführung liegen Pauschalofferten, welche den Kostenvoranschlag nicht übersteigen, vor. Die Kostensumme ist auf Fr. 979,500.— berechnet, welche durch

Ausgabe von Fr. 500,000.— Inhaber-Aktien à 500 Fr.,
" " 550,000.— Obligationen

beschafft werden sollen. Der Uberschuss ist für Unvorhergesehenes bestimmt, obwohl schon im Voranschlage eine erhebliche Summe hiefür in Berechnung gezogen wurde.

Die auf genauen Erhebungen und Vergleichungen mit andern Bahnen basierende Rentabilitätsberechnung sieht

Betriebs-Einnahmen nur Fr. 115,000.—
" -Ausgaben " " 51,000.—

vor. Vom Uberschuss von Fr. 64,000.— würden nach Verzinsung der Obligationen, Einlagen in Erneuerungs-Reservefonds und Amortisation noch Fr. 32,250.— zur Verfügung der Aktionäre verbleiben, womit denselben eine Dividende von 6 % ausbezahlt werden könnte.

Die Uebernahme des vorgesehenen Obligationen-Kapitals ist bereits durch Luzerner Bankfirmen gesichert; ebenso sind Fr. 100,000.— des Aktienkapitals zum voraus gezeichnet, restliche

800 Aktien à Fr. 500.— gleich Fr. 400,000.—

der Elektrischen Bahn Brunnen-Morschach-Axenfelds und Axenstein werden hiermit zu nachstehenden Bedingungen zur öffentlichen Subskription aufgelegt:

Subskriptions-Bedingungen.

- 1) Der Subskriptionspreis beträgt parl.
- 2) Die Einzahlung hat zu erfolgen mit 40 % = Fr. 200.— sofort nach Zuteilung,
" 30 % = " 150.— auf 1. Oktober 1903,
" 30 % = " 150.— auf 1. Januar 1904.

Vom Tage der Einzahlung an wird pro rata ein Bauzins von 4 % vergütet.

- 3) Die Zeichnungen werden von den unten stehenden Bankfirmen während den üblichen Bureaustunden bis und mit 7. Juli 1903

entgegengenommen.

- 4) Die Zeichnungsstellen sind ermächtigt, von den Subskribenten die Hinterlegung einer Barkaution von 10 % des gezeichneten Betrages zu verlangen, welche mit der ersten Einzahlung verrechnet wird.
- 5) Ueber das Resultat der Anmeldung wird den Zeichnern durch die betr. Stellen baldmöglichst nach Schluss der Subskription Mitteilung gemacht werden. Den Subskriptionsstellen bleibt das Recht gewahrt, bei Ueberzeichnung die eingegangenen Zeichnungen zu reduzieren.
- 6) Den Subskribenten wird bei den Einzahlungen auf einen Interimsschein Quittung erteilt; dieser Schein wird bei der letzten Einzahlung gegen den definitiven Aktientitel eingetauscht werden.

Morschach, den 30. Juni 1903.

Die Intitulanten:

Der Gemeinderat Morschach

- A. Immoos, Präsident,
- M. Imhof, Vizepräsident,
- Al. Immoos, Gemeindegeschreiber.

P. Schnack, Grand Hôtel „Axenfels“;

J. E. Brüstlein, Ing., Winterthur.

Zeichnungsstellen:

Aarau: Aargauische Creditanstalt. Attadorf: Ersparniskasse Uri.	Luzern: Volksbank. Falk & Cie. Crivelli & Cie. Ersparniskassa der Stadt Luzern. Kopp & Cie. Carl Sautier. J. Schacher's Erben & Cie. E. Sidler & Cie. Alb. Schobinger.
Basel: Schweiz. Volksbank. C. Gutzwiller & Cie. E. La Roche Sohn. Kaufmann & Cie. Lüscher & Cie.	St. Gallen: Schweiz. Volksbank. Brettauer & Cie. Wegelin & Cie.
Bern: Bern. Handelsbank. Wytenbach & Cie.	Schwyz: Kantonbank. Bank in Schwyz. Gebr. A. & Th. Schuler.
Luzern: Bank in Luzern. Luzerner Kantonbank. Creditanstalt in Luzern.	

Stans: Kant. Spar- & Leihkasse.	Winterthur: Bank in Winterthur. Schweiz. Volksbank.
Zofingen: Bank in Zofingen.	Zug: Zuger Kantonbank.
Zürich: Zürcher Depositenbank. Inkasso- & Effektenbank. Kugler & Cie. Schläpfer, Blankart & Cie. Alf. Schuppisser & Cie. Vogel & Cie.	

Stall-Einrichtungen



Gebr. Lincke, Zürich.



(881)

Fr. 10,000—12,000.

Kapital gesucht in ein Fabrikations-Geschäft (einzig in der Schweiz) mit guter Kundschaft (meistens Lehranstalten) und nachweisbar sicherer Rendite, teils zur Ablösung eines Teilhabers, teils zur weiteren Ausdehnung des Geschäftes. Gute Verzinsung, event. Gewinnanteil.

Offerten unter Chiffre Z G 5457 an die Annoncen-Expedition Rudolf Mosse, Zürich. (1466.)

Vertrauensposten gesucht.

Ein durchaus selbständiger, zuverlässiger und verschwiegener, mit sämtlichen Bureauarbeiten durch langjährige Praxis wohl vertrauter Kaufmann (verheiratet) sucht per sofort oder baldmöglichst Stelle in einem Verwaltungs- oder Bankbureau etc. Prima Zeugnisse und Referenzen. (1457.)

Geft. Offerten sub Chiffre O F 3797 an Orell, Füssli-Annoncen, Zürich.

Millionen von Lehrbüchern
Gaspey-Otto-Sauer
zur Erlernung moderner Sprachen
in allen Ländern verbreitet.
Einschließlich: Latein, Griechisch,
unsererzeit (hierfür Schlüssel).
Von deutschen Ausgaben sind er-
hältlich: arabisch, chines., dän.,
engl., franz., italien., portugies.,
russ., schwed., span., türk., ungar.
Preis 2.00—10 Mk. Freepost
nach über d. Ausgaben 2. Arbeiter,
Kantuarer, Engländer, Franzosen,
Italiener, Niederländer, Polen,
Portugiesen, Rumänen, Russen,
Sesuar auf Verlangen gratis. Bei
Abgabe 1. Schuljahr Lehrbuch mit
gratis an Privatpraktikanten z.
halben Preis. Alle Bücher sollen
gekauft werden.
Julius Groos Verlag, (881)
Halleberg, Paris, London.

Ankauf von sämtlichen alten Metallen zum Tageskurs. (21) Picard frères in Biel.

Papierhandlung en gros A. Jucker, Nachf. v. Jucker-Wegmann, Zürich

Reliablystes Lager aller Sorten Papiere und Kartons.

Rudolf Mosse, Annoncen-Expedition, Zürich, Bern.

Société Anonyme de la Blanchisserie des Epinettes à GENEVE.
MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale pour le 14 juillet 1903, au local de la dite Société.

Ordre du jour:

- 1° Acceptation de la demande de démission du conseil d'administration et élection du nouveau conseil. (1473.)
- 2° Eventuellement modification aux statuts.

Blanchisserie des Epinettes.